

mettait obstacle à la bonne volonté de nos compatriotes. Et pourtant, Dieu sait que, dans cette question qui n'était basée que sur du sentiment, on a manqué de délicatesse, on n'a tenu compte d'aucune aspiration, on n'a même pas tenu compte de la question primordiale du langage.

Il est bien évident cependant, que celui qui s'engage volontairement, librement à combattre pour une idée a le droit de savoir avec quels chefs il va, et de se joindre à ceux qui parlent le même langage que lui, qui sont capables de le comprendre et avec lesquels il peut échanger ses idées, ses confiances et ses espoirs aux moments des luttes suprêmes et des efforts surhumains. Il semble même qu'on ait voulu vexer les Canadiens-Français, en plaçant comme chef du recrutement dans le Québec, un ministre méthodiste. Que d'autres choses combinées, assemblées, ont nui à ce travail de recrutement dans notre province! Et c'est cela que l'on aurait dû dire hautement, en mentionnant les chiffres qui d'ailleurs forment des contingents honorables.

Et, malgré ces empêchements, malgré cette hostilité ou cette maladresse, beaucoup de Canadiens-Français se sont enrôlés et ont écrit dans notre histoire une page combien glorieuse. Pourquoi ne l'a-t-on pas chantée dans l'Ontario cette page d'histoire au lieu de déblâter des sottises sur notre compte et de faire d'une faiblesse motivée un caractère principal et distinctif de notre race?

Et journellement, dans les listes des pertes canadiennes sur les champs de bataille d'Europe, ne voit-on pas fraterniser dans un touchant rapprochement des noms canadiens-français et des noms canadiens-anglais? Est-ce là signe d'animosité?

Si, au Canada, il s'était fait, depuis la guerre, autant de travail pour unir les éléments de la population, qu'on en a fait pour les diviser, nous n'en serions pas où nous en sommes et la mentalité qui règne à présent serait totalement différente de part et d'autre.

Mais les agitateurs ont fait oeuvre tellement néfaste qu'à l'heure présente la division ne se manifeste pas seulement dans les opinions et dans les sentiments, mais aussi bien dans les pratiques commerciales où le venin de désunion semble vouloir s'infiltrer. Des manufacturiers anglais affectent de vouloir priver les marchands du Québec de leurs produits, alors que certains marchands de notre province répliquent à cet ostracisme en éconduisant les voyageurs anglais. Décidément cela se gâte. Il est temps de sonner la cloche d'alarme et d'essayer d'apaiser les esprits.

Car, il est à craindre que, l'effervescence des esprits aidant, quelques cas particuliers se généralisent rapidement et lèsent les intérêts de ceux, très nombreux, qui n'ont pas manifesté des sentiments hostiles d'un côté comme de l'autre.

Si, dès maintenant, on ne met en garde les commerçants et industriels anglais comme français contre la gangrène désunioniste, l'anarchie ne tardera pas à éclater et à tout bouleverser dans les deux camps. On verra des maisons anglaises animées du meilleur esprit vis-à-vis des Canadiens-Français être boycottées, ou des maisons anglaises refuser le service systématique aux maisons canadiennes-françaises. Il ne faut pas que pareille chose se produise, ce serait néfaste pour le pays et l'instant est venu de souligner le danger et de prononcer des paroles de conciliation.

Sans se rendre compte de la portée de leurs paroles,

ce sont des Canadiens-Anglais qui ont parlé de l'isolement de la province du Québec et en ont envisagé la possibilité. Franchement, n'y a-t-il pas eu de ce côté provocation? C'était évidemment, dans l'effervescence de la période électorale, mais tout de même, il y a des limites aux arguments politiques, et il est des phrases qu'on ne devrait prononcer qu'après avoir tourné sept fois la langue dans la bouche, comme dit le sage.

Si Québec rompait le pacte de la Confédération, il est probable qu'au point de vue manufacturier et commercial, ce serait l'élément anglais qui en souffrirait le plus. Les entreprises industrielles si nombreuses en Ontario, ne peuvent subsister que par la consommation de la population toute entière du pays. Déjà ces industries souffrent du fait que la population canadienne est trop limitée pour leur capacité de production et elles parlent de l'isolement du Québec? C'est un enfantillage. Les manufacturiers de l'Ontario savent très bien qu'ils ne peuvent renoncer à un élément de population qui est un apport fondamental dans leurs affaires. D'ailleurs, le Québec, province agricole, possède en lui sa propre vie, les produits de nécessité n'y manqueront pas et les cultivateurs trouveront toujours marché ouvert pour leur production. Quant au luxe, cela passe après et avec de l'argent, on trouve toujours où s'approvisionner. Alors?

Franchement, il n'est pas raisonnable d'arriver à de telles extrémités et les commerçants sérieux du Québec ou de l'Ontario ne sauraient se laisser entraîner par ce courant néfaste qui sera suivi d'une réaction heureuse, espérons-le.

On peut différer d'opinion sur certaines questions, sans pour cela briser les pactes d'unité nationale, on peut discuter sans s'entretuer. Et nous croyons, qu'il peut y avoir une base d'entente loyale entre Canadiens-Français et Anglais pour peu que chacun y mette un peu du sien. C'est à trouver ce point de conciliation, par un traitement mutuel équitable et respectueux, que l'on devrait travailler sérieusement dans les deux provinces-soeurs, au lieu de donner au monde qui se bat pour un idéal de liberté, le triste spectacle de luttes intestines.

UN APPEL AU CLERGE

L'honorable J.-E. Caron, ministre de l'Agriculture de la Province du Québec vient d'adresser une circulaire très intéressante à tous les curés de la province pour les prier de l'aider dans sa campagne d'éducation à l'effet d'inciter les cultivateurs à augmenter la production de quatre denrées alimentaires, à savoir: le porc, le blé, les fèves et les pois. Les motifs qui ont déterminé cette campagne sont: d'abord qu'en produisant beaucoup de ces articles de première nécessité, les cultivateurs y trouveront logiquement un réel profit pécuniaire; en second lieu, qu'ils diminueront ainsi pour eux et pour les autres les risques de famine qui nous menacent, et qu'enfin, en exportant le surplus des denrées produites, ils aideront de la manière la plus efficace, à la cause des armées alliées — cause commune à l'humanité civilisée.

Il ne fait aucun doute que le clergé de la province du Québec apportera son appui précieux à une oeuvre d'un intérêt économique aussi évident.